

AUTOPSIE D'UN SYSTEME

Un document de 2010 indique, sans ambiguïté, que Stéphane Moreau et André Gilles ont mis en place les comités de secteur à l'origine de l'affaire Publifin. Un scandale qui a coûté plus de 2,5 millions d'euros à l'intercommunale liégeoise.

PAR DAVID LELOUP

Un vrai binôme. En 2010, le bourgmestre d'Ans faisant fonction, Stéphane Moreau (PS), et le député-président de la province de Liège, André Gilles (PS), sont déjà depuis longtemps aux manettes de l'intercommunale liégeoise Tecteo quand le premier comité de secteur « gaz » y est créé par le conseil d'administration. C'était le 22 décembre, dans la foulée de l'absorption de l'Association liégeoise du gaz (ALG) par Tecteo. André Gilles est président du CA depuis

1990. Stéphane Moreau en est le directeur général depuis 2005. La possibilité juridique de créer des comités de secteur – ces machines à créer des emplois fictifs dénoncés par l'échevin CDH des finances d'Olne, Cédric Halin, fin décembre dernier – apparaît dans les statuts de Tecteo (article 29) le 30 novembre 2006. Sous l'ère du binôme, donc.

En 2010, Tecteo est toujours « unitaire » : il faut attendre juillet 2012 pour que Stéphane Moreau se retire et aille diriger une filiale (Tecteo Services SA, future Nethys SA) dans laquelle l'intercommunale (Tecteo SCiRL, future Publifin SCiRL) a transféré toutes ses activités opérationnelles. En 2010, les statuts de Tecteo précisent que « le conseil d'administration peut déléguer sous sa responsabilité une partie de ses pouvoirs à un organe restreint de gestion, dénommé bureau exécutif. [...] Le bureau exécutif est chargé de la gestion opérationnelle de la société. »

Il y a sept ans, donc, ce bureau exécutif est dirigé par André Gilles et Stéphane Moreau. Ce double leadership est symbolisé par la photo de groupe figurant dans le rapport annuel 2009 : Gilles et Moreau, au centre et à l'avant-plan, sont les seuls à disposer d'un fauteuil design, là où les autres membres sont assis sur des... tabourets pliables.

Petits arrangements entre amis

Courant 2010, les deux hommes vont négocier plusieurs mois durant, au nom du bureau exécutif de Tecteo, les conditions de l'absorption de l'ALG. En face, leurs principaux interlocuteurs sont les deux représentants du bureau exécutif de l'ALG : le directeur général Gilbert Van Bouchaute et le président Willy Demeyer, par ailleurs bourgmestre de Liège et membre – comme Gilles et Moreau – du fameux « club des cinq » qui fait la pluie et le beau temps au sein du PS liégeois (*lire page 22*). Les négociations ne sont pas simples. Et l'idée de créer

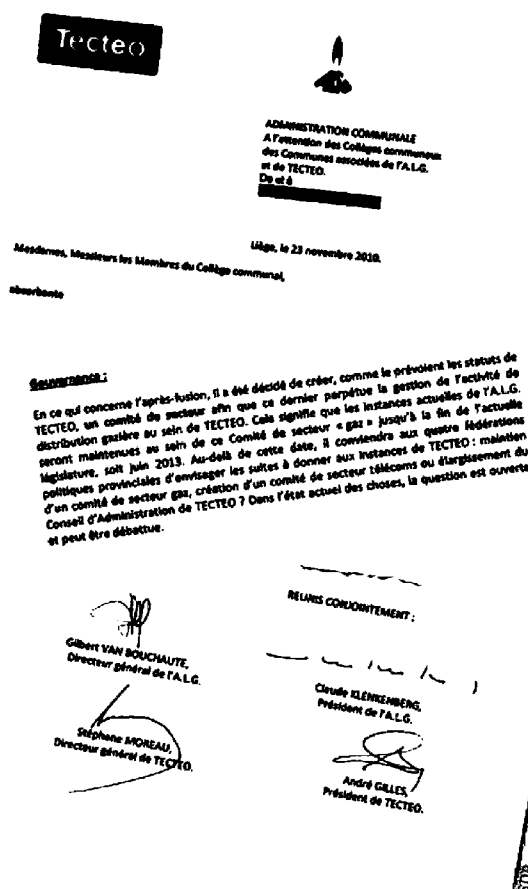
un comité « de suivi » vient sur la table à la demande des communes actionnaires de l'ALG. Le 17 septembre, devenu sénateur-bourgmestre, Demeyer est contraint de démissionner de la présidence de l'ALG : il ne peut pas cumuler un troisième mandat exécutif rémunéré. Il est remplacé par le bourgmestre de Welkenraedt, Claudy Klenkenberg, dont l'épouse, Carine Hougardy, est responsable des ressources humaines et membre du comité de direction de... Tecteo. Un ami chasse l'autre. →

**Gilles et Moreau
sont assis dans
un fauteuil design,
les autres sur des
tabourets pliables**

→ Deux mois plus tard, un document signé par Stéphane Moreau et André Gilles montre sans ambiguïté que les deux hommes ont mis en place ce premier comité de secteur « gaz » pour atteindre leur but. Datée du 23 novembre 2010 et envoyée aux communes actionnaires de l'ALG, cette lettre de trois pages reprend les « engagements de Tecteo dans le cadre de l'opération de fusion par absorption de l'ALG par Tecteo ». On peut notamment y lire : « En ce qui concerne l'après-fusion, il a été décidé de créer, comme le prévoient les statuts de Tecteo, un comité de secteur afin que ce dernier perpétue la gestion de l'activité de distribution gazière au sein de Tecteo. Cela signifie que les instances actuelles de l'ALG seront maintenues au sein de ce Comité de secteur « gaz » jusqu'à la fin de l'actuelle législature, soit juin 2013. »

Un « geste » pour englober l'ALG

Un proche du dossier décode : « Pour convaincre les membres du bureau exécutif de l'ALG de se faire hara-kiri en votant la fusion avec Tecteo, il a bien fallu leur offrir une compensation. Et cette compensation, c'est la prolongation de leur mandat rémunéré au sein du comité de secteur « gaz » de Tecteo. Stéphane Moreau et André Gilles ont



Fin 2010, Stéphane Moreau et André Gilles officialisent la création du comité de secteur « gaz » et annoncent déjà les comités suivants...

fait un « geste » pour arriver à leurs fins : englober l'ALG. » Un geste d'autant plus facile à réaliser qu'à l'époque, André Gilles préside le comité de rémunération de Tecteo. Celui-là même qui a dû décider des émoluments attribués aux membres du comité de secteur « gaz ». Seuls les huit membres de l'ex-bureau exécutif de l'ALG se sont vu octroyer des émoluments fixes mensuels. Les 22 autres « simples » ex-administrateurs de l'ALG touchaient un modeste jeton de présence.

Selon nos informations, ce premier comité de secteur s'est réuni huit fois en 2011 et cinq fois en 2012. On ignore si des réunions ont eu lieu début 2013, avant la dissolution du comité le 21 juin : le porte-parole de Publifin, Patrick Blocry, n'a pas souhaité répondre à nos questions. Ces réunions ont-elles un intérêt quelconque ? Sont-elles fréquentées avec assiduité par les membres du comité ? Le Vif/L'Express s'est procuré dix

procès-verbaux de réunions. Celle du 10 mai 2011 a duré quarante minutes, et celle du 12 mars 2012, trente. La durée moyenne des réunions est d'une heure. Le 23 novembre 2011, seuls trois des huit membres bénéficiant d'un émolument mensuel fixe étaient présents.

Le scandale Publifin

C'est la révélation d'un système d'emplois fictifs, subtilement organisé sur le plan juridique, qui a permis de distribuer mensuellement, durant six ans, des fonds publics de l'intercommunale liégeoise Publifin (ex-Tecteo) à une trentaine d'élus communaux ou provinciaux (PS, MR, CDH) ayant rendu de bons et loyaux services à leur parti.

Entre fin 2010 et fin 2016, ces mandataires ont siégé au sein de « comités de secteur » de l'intercommunale. Des comités purement consultatifs qui se réunissaient quelques fois par an pour assister, le plus souvent, à des présentations PowerPoint dispensées par des cadres de Tecteo. Selon les comités et le statut des élus au sein de ceux-ci (simple membre ou président), les mandataires étaient payés de 1 340 à 2 871 euros brut par mois sans la moindre obligation d'assister à ces réunions bidon.

Le système a été créé fin 2010 lorsque Tecteo a absorbé l'Association liégeoise du gaz (ALG). Un premier comité de secteur « gaz » a été créé pour y recaser les 30 administrateurs de l'ALG qui venaient

de perdre leur mandat de façon prématurée. Le 21 juin 2013, à la suite du renouvellement des mandats dans les intercommunales postélections 2012, le comité de secteur « gaz » a été dissous et remplacé illico par trois autres comités de secteur (« énergie », « Liège-ville » et « télécoms ») composés de huit membres chacun.

Au total, 31 élus (13 PS, 9 MR, 9 CDH) ont siégé dans les quatre comités de secteur de Publifin. Le scandale a été révélé le 20 décembre 2016 par Le Vif/L'Express sur son site Internet, grâce au travail de contrôle du représentant d'un actionnaire de Publifin (la petite commune d'Olné) :

l'échevin CDH des finances Cédric Halin (photo).

Deux jours plus tard, le 22 décembre, Publifin liquidait ses comités de secteur. Depuis, le scandale n'a cessé d'enfler jusqu'à entraîner une cascade de démissions et déstabiliser le ministre wallon des Pouvoirs locaux, Paul Furlan, le Parti socialiste dans son ensemble, et Stéphane Moreau, patron de Nethys (filiale de Publifin) et bourgmestre PS d'Ans, sommé de choisir entre son mayorat et le secteur privé.

Les comités post-2013 prévus dès 2010

Lors de ces réunions, les mandataires ont reçu de l'information, souvent via des présentations PowerPoint qu'on leur a envoyées par la suite par courriel. Ils ont pu poser des questions, et quelques vrais débats ont eu lieu. Mais la nécessité de ces réunions est d'autant plus questionnable que six des huit membres bénéficiant d'un émolument fixe mensuel avaient également rejoint le conseil d'administration de Tecteo. Ils ont donc pu y défendre avec bien plus de force les intérêts de l'ex-ALG que dans un simple comité consultatif...

Mais revenons à cette lettre de novembre 2010 cosignée par Stéphane Moreau et André Gilles. La suite du courrier a de quoi surprendre puisqu'il prévoit déjà les... futurs comités de secteur post-juin 2013. Ceux dénoncés il y a un mois par Cédric Halin: « Au-delà de cette date (*NDLR: juin 2013*), il conviendra aux quatre fédérations politiques provinciales d'envisager les suites à donner aux instances de Tecteo: maintien d'un comité de secteur « gaz », création d'un comité de secteur « télécoms » ou élargissement du conseil d'administration de Tecteo? Dans l'état actuel des choses, la question est ouverte et peut être débattue. »

« Pour convaincre les membres du bureau exécutif de l'ALG de se faire hara-kiri, il a bien fallu leur offrir une compensation »

« Gaz » et « Liège-ville », même combat

Il semble donc y avoir eu un deal, dès 2010, pour prolonger « les instances » de l'ALG au-delà de la mandature communale s'achevant en juin 2013. Après, soit les mandataires rejoindront le CA de Tecteo, soit le comité « gaz » sera prolongé, soit un comité « télécoms » sera créé pour en prendre le relais. Les « quatre fédérations politiques provinciales » (PS, MR, CDH, Ecolo) trancheront après les élections d'octobre 2012. Leur décision, on la connaît avec le recul. Le comité « gaz » a été prolongé et rebaptisé « énergie » (et deux membres du premier ont repris un ticket pour le second: l'échevin sérésien PS Eric Vanbrabant et la conseillère waremmienne MR

Marie-Noëlle Mottard). Un comité « télécom » a été créé. Et un comité de sous-secteur « Liège-ville » a vu le jour. Ce dernier a été mis en place pour exactement les mêmes raisons que le premier comité de secteur « gaz » fin 2010: afin de compenser la perte de mandats au sein d'une intercommunale absorbée par Tecteo. En l'occurrence Intermosane, dont Tecteo a mis le grappin sur les réseaux électriques du centre-ville de Liège au printemps 2013. ♦

AU COMMENCEMENT, IL Y AVAIT LIEGE

Qui tire les ficelles de
Publfin/Nethys/Ogeo Fund ?
Le PS liégeois, obligatoirement.
Mais il n'est pas seul,
et des logiques souterraines
sont à l'œuvre.

PAR MARIE-CÉCILE ROYEN

Le PS liégeois est au cœur de l'actualité, perpétuel symptôme du « mal wallon », la *Waalse maffia*, comme résumait brutalement le quotidien *De Morgen*. En fouillant bien dans les dossiers de la banque Optima faillie (Gand, Anvers) et d'Elicio (ex-Electrawinds, éolien en mer, Ostende), on verrait sans doute surgir des tentacules aux couleurs principautaires (jaune, blanc, rouge). Mafia? Pure coïncidence: le troisième procès Cools devant les assises de Namur a tourné court en plein tourbillon Publifin (poursuites déclarées irrecevables pour cause de dépassement du délai raisonnable). Vingt-cinq ans déjà et, pourtant, le souvenir de l'assassinat du ministre d'Etat André Cools, le 18 juillet 1991, plane toujours. Deux tueurs à gages se sont déplacés de Tunisie pour assassiner un soi-disant « baron de la drogue » à la seule fin de protéger les trafics de quelques membres d'un cabinet ministériel socialiste en pleine déréliction. Ainsi le veut la vérité judiciaire mais la page n'est pas tournée.

En décrivant Publifin comme un « système de nature mafieuse » (« car il fait la loi lui-même, il distribue de l'argent à tout le monde pour que personne ne pose de questions »), le chercheur François Gemenne, 36 ans, a donc touché un point sensible de l'âme liégeoise. « A l'avenir, j'éviterai de me promener sur les parkings de Cointe », ajoutait-il, le 18 janvier, à la RTBF. Une allusion à la scène du crime d'autrefois, qui fit sortir Willy Demeyer de ses gonds. Le bourgmestre de Liège et président de la fédération liégeoise du PS qualifia les propos de l'académique (FNRS) de « faux, injurieux » et sans caractère « scientifique ». Né à Liège, travaillant à Paris, François Gemenne sait que « si ça ne pète pas maintenant, c'est reparti pour trente ans », confie son ami Eric Jadot, conseiller communal indépendant de Herstal, ex-député fédéral Ecolo. Les deux hommes signent des cartes blanches sur le site du Vif/L'Express (levif.be). Est-ce l'heure de vérité ? « Tant qu'il n'y aura pas de commission d'enquête au parlement wallon, tant que les responsables du système resteront en place, tant que les communes actionnaires ne se retourneront pas contre Publifin et Nethys en exigeant des démissions, rien ne bougera », préviennent-ils. A voir. Le système est puissant. Voilà sur quoi il repose.

Aux sources de l'empire Publifin/Nethys/Ogeo Fund se trouvent

indiscutablement des hommes issus de la fédération liégeoise du PS. Une forteresse de 9 000 affiliés, tenue en lisière par des présidents du PS systématiquement hennuyers depuis la fin du règne d'André Cools (1978-1981). Avec son projet Neos, ce dernier avait l'ambition de remplacer le capitalisme privé défaillant par un capitalisme public, en prenant appui sur l'Association liégeoise d'électricité, ancêtre de Tecteo, et sur la Smap, future Ethias. Stéphane Moreau a repris le flambeau en 2005 et construit sur cette belle idée un réseau complexe de sociétés, avec l'aide de conseillers prodigieusement bien rémunérés (en société) comme Pol Heyse (ex-RTL-TVI), Daniel Weekers (Be TV), Frédéric Vandeschoor (ex-McKinsey) et l'indispensable avocat Jean Bourtembourg, spécialiste du droit public et administratif. Ce dernier veille à donner une assise légale à cette structure hybride et volontairement opaque. Il y a quelques années, le conseil donné à un acteur du câble invité au bureau de Tecteo était très simple : « Tout est confidentiel, le conseil d'administration ne doit pas savoir ce qui se passe au bureau et tu seras bien rémunéré. » En cas de refus, après les cajoleries, c'était les intimidations. En bande, si possible. De science personnelle, le genre de la maison.

L'union fait la force liégeoise

Sans regarder de trop près à la tambouille, le bourgmestre de Liège prolonge, lui, le *storytelling* coolsien en rappelant que « la Wallonie devra bientôt se débrouiller sans la Flandre », raison pour laquelle l'aigle principautaire doit pouvoir déployer ses ailes en toute liberté. L'union fait la force. Ce n'est pas nouveau en bord de Meuse. Avec le libéral Jean Gol et le social-chrétien Jean-Pierre Grafé, le « maître de Flémalle » avait jeté les bases de l'aéroport qui nourrit aujourd'hui 6 000 familles. Vers la fin (brutale) de sa vie, André Cools suspectait certains hommes politiques de son bord de s'enrichir indûment sur le dos de la collectivité. En juin 2012, le dernier survivant du trio, Jean-Pierre Grafé, avait prévenu le conseil communal de Liège de dérives potentielles. L'intercommunale Tecteo (futur Publifin) s'appropriait à transférer toutes ses activités dans deux filiales opérationnelles de droit privé (dont la SA Tecteo-Service, futur Nethys). L'homme politique liégeois craignait

que la première devienne une « coquille vide » permettant aux secondes d'échapper à tout contrôle démocratique.

Un an plus tard, le rachat des Editions de l'Avenir ayant réveillé ses inquiétudes, l'ancien avocat fit parvenir une note confidentielle à la présidente du CDH, Joëlle Milquet. « Une intercommunale pure peut-elle céder la gestion de tout ou partie de ses activités à une filiale SA de droit privé, sans conserver le moindre contrôle décisionnel quant au respect de la légalité des activités menées par sa filiale et la conformité statutaire de ses investissements de portée stratégique ? » On lui rit au nez et c'est à Dominique Drion que le CDH confia sa foi, sa déontologie et, par voie de conséquence, la prolongation de juteux mandats dans les intercommunales liégeoises.

Une loi du genre qui se vérifie au PS liégeois où quatre des cinq membres de sa commission fédérale de vigilance ont été invités à s'effacer par ceux-là qui les y avaient invités. Tous étroitement liés à l'empire Nethys, dont le président, Jean-Dominique Franchimont, avocat pénaliste chargé de la défense de Stéphane Moreau et d'Alain Mathot, ou Bénédicte Bayer, directrice générale de Publifin. L'omerta au cœur du système de contrôle, on ne fait pas mieux. « La commission de vigilance ne se réunissait pas très

→ souvent et ne s'intéressait pas aux caciques du parti », confirme un proche du PS.

Sur le plan de l'éthique, les libéraux principautaires sont toujours en *stand by*. Certains, dont le célèbre Georges Pire (31 mandats selon Cumuleo), trente ans de Province à côté d'André Gilles (PS), sont également impliqués dans le « Nethys profond ». En 2013, le MR avait encaissé quelques chocs « tectoniques », tiraillé entre ses attaches locales et la bonne gouvernance. Alain Jeunehomme, chef de cabinet de la ministre fédérale des Classes moyennes, Sabine Laruelle, avait dû dé-

missionner pour avoir voté l'achat de *L'Avenir* contre le vœu (hésitant) de son parti. Peu de temps après, la ministre quittait la politique. Les trois partis traditionnels sont donc impliqués, à des degrés divers, dans le capitalisme public de la Cité ardente. Nourrie de familiarités maçonniques, l'entente PS-MR est souvent mise en avant mais elle a ses faiblesses. Aux dernières élections législatives, Daniel Bacquelaine, actuel ministre fédéral des Pensions, a ravi à Willy Demeyer le leadership en voix de préférence.

La chute de Stéphane Moreau, le rôle d'André Gilles

Jusqu'il y a peu, Stéphane Moreau, le patron de Nethys, était intouchable. Désormais lâché par le Boulevard de l'Empereur, il a entamé sa descente. Affaibli physiquement, il doit choisir entre Ans et l'entreprise à laquelle il a voué sa vie et dont il estime mériter, à l'instar d'un capitaine du privé, les somptueux avantages. Ses émoluments gigantesques (près d'un million d'euros brut par an), leur défiscalisation et autres comportements boiteux (il est inculpé dans quatre dossiers judiciaires dont l'investigation arriverait opportunément à son terme) ne l'empêchent pas de figurer en bonne place au sein du « Club des Cinq », avec Jean-Claude Marcourt, Willy Demeyer, André Gilles et Alain Mathot. Vrai ami de ce dernier, étroitement lié au bourgmestre de Liège, inséparable d'André Gilles pour les affaires, il publiait sur sa page Facebook une photo de la choucroute du 14 janvier en compagnie d'André Gilles et de Jean-Claude Marcourt. Avec cette dédicace appuyée : « A mon ami Jean-Claude. » Il a fallu un certain temps pour que le scandale Publifin, amorcé par LeVif/L'Express avant les fêtes, se fraie un chemin dans l'esprit du « directoire ». « Ils se croyaient intouchables, s'étonne encore Eric Jadot. A leur place, je ne sortirais plus de chez moi... »

En 2015, au sortir de son expérience de ministre du gouvernement fédéral, Jean-Pascal Labille, a été lancé par Elio Di Rupo à l'assaut de cette fédération que le Montois déteste tout en cherchant à l'imiter jusque dans ses démesures calatraviennes. Cependant, l'homme des Mutualités socialistes, lui-même *addict* aux mandats, ne faisait pas le poids. Il contestait

la gestion oligarchique de la « fédé » ? Sa non-candidature a fait « pschitt ». Une fois réélu, Willy Demeyer a offert un strapontin à Isabelle Simonis, ministre régionale wallonne (Enseignement de promotion sociale, Jeunesse, Droit des femmes), et à Frédéric Daerden, député-bourgmestre de Herstal, bombardé porte-parole de la fédération. Sans excès d'ouverture : « Ils étaient invités de temps en temps », glisse un socialiste.

Etrangement, peu de critiques s'abattent sur André Gilles, l'homme de la Province depuis trente ans, fils d'un bourgmestre socialiste de Jemeppe-sur-Meuse et protégé de Guy Mathot, ancien député-bourgmestre de Seraing, plusieurs fois ministre, « plusieurs fois éclaboussé, jamais mouillé ». C'est André Gilles qui veille aux destinées du rejeton Alain Mathot. Il le pistonne dans les coins les plus reculés de la nébuleuse Nethys-Ogeo Fund. Avec Michèle Lempereur, ex-partenaire de Guy

Mathot et actuelle compagne de Willy Demeyer, il lui offre la protection sans faille de la fédération dans l'affaire Intradel, où le fils de Guy était soupçonné d'avoir facilité la construction d'un incinérateur contre plus de 700 000 euros de pots-de-vin (le Parlement n'a pas levé son immunité). « Porteur d'eau », « second couteau », « politiquement assez modéré et habile » : les qualificatifs abondent pour décrire le rôle de Gilles, homme falot mais en réalité « faiseur de roi ». A la Province, il contrôle les finances, les nominations ainsi que le magot de Nethys-Ogeo. Cela fait beaucoup d'obligés dans son sillage. « Le secret, il est là », appuie un observateur imperméable aux théories du complot.

A la tête de Publifin, André Gilles aurait dû logiquement prendre les coups, autant que les lampistes obligés de démissionner (CDH) ou de restituer le trop-perçu des rémunérations au sein des comités de secteur de l'intercommunale (PS). Mais

L'union fait la force des Liégeois.

il s'obstine : « On n'a rien fait », répète-t-il lors des réunions de crise de Publifin et du parti. « Au comité fédéral, rapporte un membre du PS liégeois, il a lu un rapport long et détaillé défendant le caractère légal du système des rémunérations mis en place dans les comités de secteur, couvert par un arrêté ministériel du ministre des Pouvoirs locaux, Paul Furlan. » Son large dos maintient dans l'ombre d'autres acteurs, comme Gil Simon, ancien bras droit de Michel Daerden, secrétaire général de Publifin et membre du comité de direction de Nethys, espoir politique du PS à Visé et, selon certains, ministrable.

Le poids des appareils

De fait, Elio Di Rupo se concentre sur Stéphane Moreau, le plus visiblement exposé de tous les Liégeois. Le président du PS place tous ses espoirs de moralisation dans l'assèchement des fontaines d'euros. « Il n'y aura plus la reconnaissance du ventre », decode un intime. « Il n'a pas sous la main un jeune loup prêt à s'en prendre aux caciques comme à Charleroi, où Paul Magnette était un homme nouveau », réfléchit un socialiste bruxellois. Tenant à son image de *pater familias* au-dessus de la mêlée, Willy Demeyer, dont la probité personnelle n'a pas été mise en cause, se rapproche du Boulevard de l'Empereur, laissant à d'autres le masque de *Padrone*. « Stéphane Moreau est très méchant. Tout le monde en a peur », frémit le Bruxellois.

La modeste opération *mani pulite* qui se joue à Liège va-t-elle bousculer les rapports de force entre individus, basés sur le contrôle de l'appareil et des loyautés dynastiques ? Difficile à prévoir. La démocratie interne a reculé à la fédération liégeoise du PS, jadis l'une des plus débâteuses et frondeuses. « La bonne question à se poser est la reproduction ou la confiscation du pouvoir au sein des partis, analyse un Liégeois. Après la fusion des communes, le PS a abandonné le scrutin dit en roue de charrette qui permettait aux affiliés de déterminer l'ordre de la liste électorale. La fédération a opté pour

le scrutin de liste pour garantir la représentation des anciennes communes. Il faudrait une mobilisation massive pour modifier l'ordre de la liste, ce qui n'arrive jamais. »

Le PS n'utilisera jamais l'arme atomique – le retrait du label socialiste – pour mettre au pas les fiers Liégeois, soudés par un patriotisme qui tolère « un parasitage qui finit par coûter beaucoup d'argent, à l'heure où la recherche et le développe-

ment indispensables au bien-être des générations futures est en rade », regrette une source. L'idée serait de ramener Nethys dans le périmètre du public. Soit de vendre les pièces rapportées qui ne correspondent pas aux missions d'une intercommunale. Pour cela, un audit approfondi de la nébuleuse Nethys-Ogeo, voire la désignation d'un gestionnaire de crise, est nécessaire. Les partis politiques s'y résoudront-ils de bon cœur ? ♦

La démocratie interne a reculé à la fédération liégeoise du PS

LE PROFOND MAL WALLON

Oui, l'affaire Publifin témoigne qu'il y a décidément quelque chose de pourri en Wallonie socialiste. La preuve par ces promesses jamais tenues de couper l'herbe sous le pied des « parvenus ».

PAR OLIVIER MOUTON

Un séisme. L'affaire Publifin et ses nombreuses ramifications, faites de rémunérations disproportionnées et de conflits d'intérêts en tous genres, donne à nouveau une image désastreuse de la politique francophone. « Cela donne l'impression grave que la Wallonie retombe toujours dans ses vieux travers », déplore Stéphane Hazée, chef de groupe Ecolo au parlement de Wallonie. « Cela rappelle le système Van Cau à Charleroi, appuie François Gemenne, politologue à l'université de Liège. Dans un bassin où le PS est archidominant, on arrose tout le monde pour maintenir la Pax Socialista. C'est un système mafieux dans lequel on a payé le silence de tout le monde. » « C'est avant tout le résultat de l'hégémonie socialiste, il faut en être conscient ! », s'emporte Pierre-Yves Jeholet, chef de groupe MR.

« De l'irresponsabilité politique »

Stéphane Hazée et Pierre-Yves Jeholet ont déposé, le 23 janvier, au parlement wallon une motion de méfiance contre le ministre des Pouvoirs locaux, Paul Furlan (PS). Une première dans l'histoire régionale – davantage symbolique qu'utile, car la majorité PS-CDH serre les rangs. Derrière l'homme, les deux ténors de l'opposition visent surtout un « système » protégé au plus haut niveau depuis des années.

Ces derniers jours, les présidents de la majorité, Elio Di Rupo et Benoît Lutgen, ont pourtant multiplié les initiatives afin de restaurer la confiance. « Le mot éthique doit figurer au fronton du Parti socialiste », a asséné le premier, présentant 21 mesures et réclamant que Stéphane Moreau choisisse entre la direction de Nethys et le mayorat d'Ans. Le second a démissionné virilement les administrateurs CDH de Publifin et annoncé dans la foulée un « printemps de la gouvernance ».

« Comment croire à la mise en œuvre de nouvelles réformes dès lors que les précédentes votées par le parlement n'ont pas été exécutées, rétorque Stéphane Hazée. La bonne gouvernance est passée tout en dessous des priorités du gouvernement. Et qui assume la responsabilité de ces failles ? Il y a manifestement des puissants qui vont rester intouchables, c'est inquiétant pour la démocratie. » « L'irresponsabilité politique est totale en Wallonie, acquiesce Pierre-Yves Jeholet. Le PS a sauvé le CDH quand a éclaté, l'an dernier, le scandale de l'Office wallon

des déchets, avec le détournement de deux millions d'euros par un fonctionnaire et un conflit d'intérêts majeur dans le chef du ministre Di Antonio. Voilà le retour de manivelle : cette fois, le CDH sauve le PS. »

PS et CDH, qui tirent les ficelles de la Région depuis 2004, auraient tout fait pour protéger ceux qui dérogeaient aux règles. Au nom de l'intérêt supérieur liégeois, dans le cas de Publifin. Et pour éviter de raviver des plaies béantes au sein du PS. « Cela ne veut pas dire que toutes les intercommunales sont synonymes de mauvaise gouvernance, disent écologistes et libéraux. Les règles ont été améliorées depuis le transfert de la tutelle à la Région. Mais il n'y a eu aucune volonté de les appliquer... » Certaines intercommunales, dont la nébuleuse Publifin/Nethys mais aussi Ores, y ont échappé. Délibérément.

Les entourloupes du PS et du CDH

L'histoire de ces « ruses » s'inscrit dans un contexte institutionnel complexe dont la Belgique a le secret. Au début des années 2000, la tutelle sur les intercommunales est transférée aux Régions en vertu des accords du Lambermont. « Dès le début, Tecteo, puis Publifin, ont tout fait pour contourner les règles en matière de gouvernance, souligne Stéphane Hazée. Stéphane Moreau a placé son intercommunale dans une sorte de no man's land en le transformant en institution interrégionale, suite à des adhésions à Fourons et Uccle : elle n'était pas hors la loi, mais du seul ressort de la loi fédérale de 1986. En clair, elle est restée en dehors de toutes les réformes lancées depuis en matière de cumuls, de rémunérations, d'accès aux documents, de contrôles des conseils d'administration, de pluralisme au sein des organes de gestion... »

L'absence d'un accord de coopération entre les trois Régions empêche le transfert des intercommunales interrégionales vers la Région où elles sont majoritairement actives. Pendant des années, cet accord est bloqué en raison d'un contentieux d'une toute autre nature entre Bruxelles et la Flandre. Cela arrange bien Tecteo : le blocage maintient l'intercommunale dans une situation confortable, sans contrôles. « La réforme

de l'Etat de 2011 fournit enfin le levier nécessaire pour le résoudre, raconte le chef de file Ecolo. Le sujet ne figure pas dans l'accord politique initial, mais apparaît par l'entremise de Marcel Cheron (Ecolo) lors de la Comori, la commission chargée de traduire la réforme de l'Etat en textes de loi. L'achat du groupe L'Avenir par Tecteo/Publifin a été un coup de semonce supplémentaire, car cette nébuleuse prenait le contrôle d'un organe de presse majeur en Wallonie. » Ecolo lie le règlement de cette question au vote de la réforme de l'Etat. Le MR, en croisade contre la « berlusconisation » de la Wallonie, l'appuie. Dans les derniers mètres, le CD&V voit le problème et arrive à convaincre le gouvernement flamand d'arrêter la bagarre avec Bruxelles. Fumée blanche.

L'accord de coopération est voté par le parlement wallon en toute fin de la législature. « Enfin, on rattrape ces intercommunales, se réjouit Stéphane Hazée. Au 1^{er} juillet 2015, en vertu de cet accord, elles devaient se mettre en règle avec le droit wallon. Finie la vieille loi, avec toutes ses limites. Mais il se passe alors quelque chose de totalement singulier. A quelques jours de ce 1^{er} juillet, PS et CDH déposent une proposition de décret qui vise à reporter de deux ans l'application de cette

législation. » L'actualité, alors dominée par l'ajustement budgétaire, éclipse ce coup fourré. La majorité passe en force. La proposition de décret est adoptée le 15 juillet 2015. « Pendant quinze jours, nous étions dans l'illégalité la plus totale », constate Hazée.

Ce ne sont pas les seuls contournements de la loi dénoncés par l'opposition, loin s'en faut. « En 2010, on vote un décret précisant : « ne peut pas être bourgmestre tout directeur d'intercommunale », prolonge son chef de groupe. Cela vise clairement Stéphane Moreau. L'intercommunale Publifin décide alors de transférer son activité opérationnelle à ses filiales, de telle sorte que le bourgmestre d'Ans n'est plus directeur d'intercommunale, mais d'une de ces filiales. J'ai alors déposé une proposition de décret qui dit : « ne

peut pas être bourgmestre tout directeur d'intercommunale, mais aussi tout responsable de filiale ou de filiale de filiale ». Elle est restée embourbée dans la commission parlementaire du renouveau démocratique. On a l'impression que ce ne sont pas le gouvernement et le parlement qui ont le pouvoir. C'est extrêmement grave. Comment se fait-il qu'un bourgmestre et un président de collège provincial imposent leurs vues à des ➔

➔ personnes aussi importantes qu'un ministre-président ou que le président du plus grand parti de la Région ? »

La liste des « ruses » utilisées ou des contrôles non exercés s'allonge telle une litanie. En avril 2014, un décret prévoit la possibilité de désigner des commissaires de gouvernement, baptisés « délégués au contrôle », pour tenir à l'œil ces intercommunales stratégiques. « Le gouvernement n'a jamais désigné personne, il n'y a jamais eu de point à l'ordre du jour avec la liste de ces délégués », pointe Ecolo. Idem pour la commission d'éthique et de déontologie, dont la création a été votée par le parlement avant les élections de 2014. « Cette autorité indépendante, composée de sages, anciens politiques ou anciens juristes, devait avoir le pouvoir de lutter contre les conflits d'intérêts ou de contrôler les mandats. Cela n'a jamais été mis en œuvre. On ne parle pourtant pas d'une proposition d'Ecolo ni même d'un projet de décret, mais d'un texte passé au *Moniteur belge*, du droit réel ! »

De nombreux conflits d'intérêts

Jour après jour, depuis la fin décembre 2016, on assiste éberlué à un grand déballage, qui éclabousse la Région wallonne. Après les rémunérations démesurées pour emplois fictifs à Publifin, ce sont les conflits d'intérêts qui occupent le devant de la scène. Exit Claude Parmentier, chef de cabinet adjoint de Paul Furlan en charge des Pouvoirs locaux, qui était un des piliers de l'intercommunale. L'autre chef de cabinet du ministre, Julien Donfut, est visé à son tour : il est en charge des dossiers énergétiques alors que son père, Didier Donfut, est

à la tête d'une intercommunale puissante dans le domaine, Ores. Philippe Buelen, chef de cabinet du superministre CDH Maxime Prévot, est lui aussi sur la sellette : sous la pression, il a abandonné plusieurs de ses nombreux mandats, dont la tête d'une filiale de Publifin, mais conserve le plus rémunéré – la vice-présidence de la Société de gestion et de participations (Sogepa) – et un rôle d'administrateur à titre bénévole dans la société privée immo Circus, – précisément celle qui investit massivement dans le casino de Namur, ville dont son ministre est bourgmestre en titre.

« Il y a un mois ont été votées les limites de rémunérations au sein des organismes d'intérêt public, peste Pierre-Yves Jeholet. On a augmenté les plafonds de 245 000 euros à 302 000 euros pour les organismes financiers, dont la Sogepa. Tout ça pour que les cabinettards concernés en profitent, dont le chef de cabinet de Prévot. Or, 245 000 euros, c'était déjà trop. L'administratrice générale du Forem, avec trente ans d'expérience et un temps plein, touche 115 000 euros. Je ne suis pas toujours d'accord avec elle, mais elle boulotte ! Pour les directions générales d'administration, on est à 110 000 euros. On est largement au-dessus pour les administrateurs de la Sogepa, alors que ces gens n'y passent que de temps en temps. Je l'ai dit à Magnette : "Vous ne m'enlevez pas l'idée que c'est un décret sur mesure". Aussi longtemps que l'on accepte ça... »

Le chef de file libéral rappelle qu'il avait instamment prié Paul Furlan, en 2011 déjà, de mettre en place un cadastre des intercommunales reprenant les mandataires dans les comités exécutifs et dans les conseils d'administration, ainsi que leurs rémunérations, leurs fonctions politiques... « Si on avait eu le cadastre et pas des informations parcellaires, on aurait vu qu'il y avait des rémunérations tout à fait indécentes !

s'exclame-t-il. Et l'on disait au sujet de ce cadastre qu'il ne fallait mentionner que les fonctions, pour protéger la vie privée. Pour moi, c'est fini, on peut faire une grosse croix sur la protection de la vie privée. Un gars comme Buelen, qui gagne plus qu'un Premier ministre chaque année, on ne devrait pas le mentionner ? Sans compter les conflits d'intérêts majeurs que cela représente ! Franchement, ça suffit ! Il faut prendre la mesure de l'incompréhension légitime de la population. »

Le système mis en place, dénonce-t-il, permet la distribution « de tas de fonctions, totalement en disproportion avec le pouvoir politique des partis ». « Quand je vois que l'on désigne madame Simonet présidente de l'aéroport de Liège – et j'ai beaucoup de respect pour elle –, on croit que c'est sans l'aval de Stéphane Moreau ? La répartition que Lutgen et Di Rupo ont signée en 2014, c'est sans l'aval de Stéphane Moreau ? Quand le groupe Nethys désigne Jean-Pierre Grafé en dérogeant à la limite d'âge, c'est sans l'accord de Stéphane Moreau ? Quelle hypocrisie de la part des présidents de parti à l'égard d'une structure dont on sait qu'ils l'utilisent... »

Dans ce brouhaha, il est encore question d'Alain Mathot (PS), député-bourgmestre de Seraing, président de NeWin, filiale de Nethys. Il y touche ses rémunérations... via une société, pour maximiser le profit. « Comment accepte-t-on ça ? s'étrangle Jeholet. Alors que les députés socialistes, dont Mathot, attaquent Charles Michel au fédéral, au nom de l'éthique fiscale... Si j'apprends qu'un mandataire libéral est payé à travers une société, je peux vous assurer que j'exigerai sa démission et que j'en ferai une affaire personnelle. Et dire que le président du PS voulait s'en prendre, il y a quelques années, aux parvenus... » C'était le vœu exprimé avec détermination par Elio Di Rupo en personne, après les affaires de Charleroi. Aujourd'hui, certains, y compris au sein de son parti, comme le président de la fédération namuroise, Robert Joly, estiment qu'il est temps pour lui de se remettre en question et de songer à « laisser la place aux jeunes ».

Un « système totalitaire »

Le cœur de ce profond mal wallon résiderait dans la multiplicité des institutions. C'est un clou sur lequel les partis d'opposition ne cessent de taper... quand ils sont dans l'opposition. « Doit-on maintenir en Wallonie cinq TEC et une société wal-

lonne du transport ? demande une nouvelle fois Pierre-Yves Jeholet. Est-ce normal d'avoir autant de sociétés financières : SRIW, Sowalfin, Sogepa... Et neuf invests, c'est surréaliste quand on a déjà des structures régionales ! A quoi cela sert-il, si ce n'est pour désigner des gens au conseil d'administration ? Idem pour les sociétés de logement. Et ce n'est pas tout : on va créer des pôles hospitaliers. Ca suffit ! Il faut réorganiser et simplifier. Les intercommunales devraient simplement devenir les bras armés de la décision politique provinciale. »

Le MR rappelle en passant qu'il fut le seul parti à dénoncer ouvertement la diversification de Tecteo/Publifin vers la presse, lors de la précédente législature, quand Ecolo était au pouvoir avec le PS et le CDH. « Ce sont des investissements à risque avec de l'argent public, clame-t-il. Revenons-en à la mission historique des intercommunales : des associations de communes pour répondre à des besoins que l'on ne peut plus gérer au niveau local. »

Le politologue François Gemenne, qui a fortement chargé Publifin en tant que « citoyen liégeois », très engagé, dénonce une « logique totalitaire » dans le chef de cette intercommunale, rien de moins : « Ce groupe s'occupe des différents aspects de l'économie et de l'emploi, étend son emprise sur la société dans son ensemble, cherche à contrôler tous les aspects de la vie des citoyens, avec une logique ultralibérale. Nethys m'attaque aujourd'hui en justice pour calomnie et diffamation. Cela ne m'étonne pas, c'est le propre d'un système mafieux. La loi, à Liège, c'est Stéphane Moreau qui la fait. Il suffit de voir comment Demeyer et Marcourt se taisent pour le comprendre. »

En attendant, les Wallons suivent le développement de ces nouvelles affaires d'un regard effaré. « L'impact potentiel, c'est la montée des extrêmes et la perte de légitimité du politique », grince Stéphane Hazée. « Comment voulez-vous encore convaincre des citoyens de se présenter aux communales ? », demande Jeholet. Comme si le climat politique n'était déjà pas assez délétère... ♦